



Intervention liminaire au comité technique du 23 mars 2018

Nous pouvons difficilement entamer ce comité technique sans aborder la mobilisation et les manifestations qui se sont déroulées hier.

Toutes les personnes en grève et/ou dans la rue hier veulent défendre les services publics et leur intérêt incontournable pour la population.

Pour une part d'entre eux, il s'agissait d'agents départementaux attachés à défendre le service public départemental.

Service public départemental qui est dangereusement menacé, même si toute la communication que vous mettez en place vise à faire la propagande inverse pour fabriquer le consentement du personnel et de la population.

Il est menacé partout, dans les collèges, dans la culture, à la voirie etc. Mais il l'est aussi dans les services sociaux et médico-sociaux, mission prioritaire du département que vous vous étiez engagés à sacrifier, au moins en ce qui concerne les effectifs.

Vous le savez parce que vous êtes destinataire de multiples interpellations que nous vous relayons, en ce moment de nombreuses équipes dans les services sociaux vont très mal.

Roubaix ville, Roubaix Wasquehal, Lille Sud, Lille Moulins, Valenciennes, Maubeuge, Wattrelos, Tourcoing Neuville, Douai Arleux, le SPS de Lille, le SPS de l'Avesnois, pour ne citer que les plus récents.

Partout le même constat, pour le résumer :

- Sous effectif chronique et entretenu

- Maltraitance managériale parce que les relations se déshumanisent totalement et que les injonctions contradictoires rendent fou ceux qui les subissent.

- Conflit de valeur qui rend les TS et TMS malades au point de ne plus concevoir de poursuivre leur travail parce qu'ils ne supportent plus ce qu'on leur demande de faire.

Nous voudrions savoir, M Detavernier, comment vous vous expliquez cette souffrance et parfois ce désespoir au travail dans les services sociaux, alors que vous venez de voter en assemblée plénière le schéma des solidarités humaines qui semble, au moins sur le papier, valider et renforcer ce que tentent de faire depuis des décennies et souvent dans des conditions difficiles, les travailleurs sociaux.

Ne nous méprenons pas, il y a bien dans ce schéma départemental des points qui nous heurtent et avec lesquels nous sommes en désaccord fondamental, mais il y a aussi de nombreux éléments qui nous conviennent, si nous en avons bien compris la philosophie générale, que nous résumons ainsi :

- Un schéma départemental des solidarités humaines **qui repose** sur un accueil inconditionnel de qualité, avec une présence physique forte, une remise en cause de la logique de dispositifs qui discrimine les populations, ainsi qu'une remise en cause de la logique de guichet.

Qui repose également sur un accès aux droits comme objectif fondamental, donc avec une mission émancipatrice puisque vous y ajoutez la promotion de nouveaux droits. **Qui repose** également sur la mise en œuvre d'accompagnements personnalisés, non standardisés qui respectent les trajectoires de vie, appuyés sur l'intervention à domicile des TS et TMS condition nécessaire à la création de la relation de confiance.

-Un schéma départemental **pour** une prévention renforcée et **pour** le soutien à l'autonomie.

-Un schéma départemental qui **respecte** les compétences et le pouvoir décisionnel des personnes et qui **assure** la protection des personnes quand elle doit être apportée.

-Avec comme **visée générale** le maintien et le développement du lien social.

-Et un **impératif** qui est la coordination avec les partenaires.

Eh oui il y a tout ça dans votre schéma !!!!

Alors nous y revenons, M Detavernier, comment expliquez-vous cette souffrance grandissante dans les services sociaux départementaux ?

Nous nous avons une petite idée à vous soumettre.

Est-ce que ce n'est pas parce que quand vous insistez sur la prévention dans le même temps vous fermez les services qui mettent en œuvre la prévention la plus précoce ? Comme les services de PMI en maternité par exemple. D'ailleurs vous n'avez pas répondu, comme vous vous y étiez engagé, à notre interpellation lors du CT du 6 octobre.

Est-ce que ce n'est pas parce que quand vous insistez sur la nécessité de respecter les trajectoires de vie et de créer la confiance vous instrumentalisez les TS et les TMS dans des missions de contrôle social ?

Est-ce que ce n'est pas parce que quand vous semblez donner une priorité à l'accueil inconditionnel avec une présence physique forte vous créez un centre d'appel ?

Est-ce que ce n'est pas parce que quand vous déclarez que les moyens des services sociaux seront préservés vous réduisez les effectifs et les moyens à destination des populations ?

Autant de questions qui mettent en évidence le décalage mortifère entre votre affichage et la réalité vécue par nos collègues.

Vos visites assidues dans les UTPAS et vos déclarations dans le magazine « Le Nord » ne suffisent plus à masquer le profond malaise qui s'amplifie.

Nos collègues ne sont plus dupes et l'épuisement se double maintenant de la colère.